

# Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

Auteurs : MM. Soth Polin, Directeur du journal Nokor Thom, et Sin Kimsuy,  
chargé de cour à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques.

1974

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| <b>I. Histoire de la presse khmère, son rôle politique</b> .....        | 2  |
| <b>II. Caractéristiques de la presse khmère comme institution</b> ..... | 5  |
| <b>II. A. Structure et organisation des journaux</b> .....              | 5  |
| <b>II.B. Propriété et contrôle</b> .....                                | 7  |
| <b>II.C. Le rôle social de la presse</b> .....                          | 9  |
| <b>III. Presse et Gouvernement</b> .....                                | 11 |
| Code de Presse .....  | 11 |
| Diffamation.....  | 13 |
| Violation de la liberté de presse.....                                  | 14 |
| Le journalisme comme tremplin .....                                     | 15 |
| <b>IV. Les facteurs socioculturels et la presse</b> .....               | 16 |
| Contenu des journaux et des moyens.....                                 | 17 |
| Les lecteurs.....   | 18 |
| <b>Conclusion</b> .....   | 19 |

### I. Histoire de la presse khmère, son rôle politique

L'histoire de la presse khmère est récente et se trouve en grand retard sur celle de la presse des pays développés. Elle est marquée par trois périodes distinctes relatives aux bouleversements et mutations politiques profondes dans le pays : La période d'avant l'indépendance, celle qui s'étend de l'Indépendance à l'événement de mars 1970 et celle de 1970 à 1973.

Longtemps, l'opinion de la masse fut négligée parce qu'elle ne constituait pas une pression suffisante pour les pouvoirs publics. À l'époque du Protectorat qui prit fin en 1953, la presse au Cambodge fut considérée comme inexistante, du fait d'une part du nombre très restreint de journaux, tant en langue khmère qu'en langues étrangères, et d'autre part, de ce que la presse écrite, étant une forme nouvelle d'information, n'attirait pas l'attention du public ou même fut ignorée de lui. Ce retard de la presse khmère pouvait encore s'expliquer par une autre raison, celle-là politique : Le système politique ne voulait pas favoriser la création des journaux contre lesquels il établit une censure sévère. Le retard de cette forme d'information traduisait le « retard démocratique » du peuple khmer dans sa participation directe aux affaires d'État, aux décisions du gouvernement touchant de près le sort du pays.

L'histoire de la presse khmère n'a commencé qu'à partir de 1936 avec la création du journal « Nagaravatta » (Le pays des pagodes ». Il existait également à la même période quelques journaux en langue française et en langue vietnamienne créée pour la communauté des Français colonisateurs et celle de leurs auxiliaires, les Vietnamiens qui étaient déjà nombreux au Cambodge au temps du protectorat. Mais les circonstances qui avaient vu paraître le journal « Nagaravatta » furent marquées par l'extrême hostilité de certains milieux khmers envers les Français qui, alors maîtres de l'Indochine, durent faire face au réveil du sentiment national khmer pour l'indépendance du Pays. On notait que les formalités d'ouverture du journal de l'époque étaient très difficiles parce qu'elles se heurtaient à la résistance des colonisateurs qui exigeaient que la demande de parution soit adressée au Gouverneur Général de l'Indochine à Hanoi, par le canal du résident Supérieur du Cambodge.

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

Le journal « Nagaravatta » eut pour principaux fondateurs MM. Son Ngoc Thanh, Pach Chhoeun et Sim Var, aidés par une équipe de nationalistes militants. Ce fut le premier journal bihebdomadaire, qui se fixait comme tâche la campagne d'explication des idées politiques et du réveil national au peuple et en particulier aux milieux urbains, et ce, dans le but de préparer le peuple au mouvement de libération nationale. On lisait peu les journaux khmers, les milieux privilégiés : Bourgeois, hauts fonctionnaires, gens de la Cour, hommes d'affaires, lisaient les journaux français (La vérité, Opinion, Presse de Saïgon) ou vietnamiens. Car, c'était la mentalité de l'époque : Lire, parler et écrite dans sa langue signifiait presque se déshonorer ou même s'humilier. Le journal « Nagaravatta » dont le Directeur fut M. Pach Chhoeun et le rédacteur en Chef M. Sim Var, « n'était lu au début que par un public restreint de classes sociales humbles, de salariés ou de petits fonctionnaires dont le sentiment national était très vif ». Cependant, le succès de ce premier journal politique fut très rapide, et eut un effet, pareil à celui d'une bombe lâchée au milieu d'une population endormie et à l'adresse d'une politique coloniale révolue. Son prestige fut tel qu'il provoqua, un an après, la réaction défavorable de l'administration française qui le fit interdire en 1937. Le Directeur et son équipe furent arrêtés puis incarcérés à Saïgon. La fermeture du journal « Nagaravatta » a laissé un vide presque total dans la vie de la presse au Cambodge. Ainsi se termine l'histoire de la presse khmère avant l'Indépendance Nationale.

De 1952 à 1970, la presse n'avait pas encore acquis une grande importance bien que le pays eût déjà conquis, entre temps, son indépendance. La raison en fut qu'elle était privée totalement de liberté d'expression dans le règne de l'ancien Chef d'État. Toutefois, les rares journaux d'opposition : « Khmer Krok » (Le Khmer qui se lève), « Prachéa Thippatey » (Démocratie), « Khmer Thmei » (Le Khmer nouveau), « Meattophum » (La Patrie) etc. furent très lus parce qu'ils osaient répandre les idées politiques contraires au régime, publier des articles violents qui enflammèrent les passions. Ceci se passa au lendemain de l'Indépendance Nationale, mais les époques les plus troublées se situèrent entre 1955 et 1963 qui coïncidaient avec la lutte du Parti Démocrate contre le régime. La suppression définitive des journaux d'opposition avait provoqué de nouveau un vide dans la presse au Cambodge.

Il faut attendre quelques années plus tard, à partir de 1968, pour assister à l'apparition d'un grand nombre de journaux, quotidiens et revues

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

hebdomadaires passant d'une dizaine à trentaine, en langue nationale surtout qui, dans l'ensemble, est intéressés par le sort du pays. Cependant, ces journaux n'ont toujours pas leur liberté d'expression et leur tâche s'est réduite à la diffusion des nouvelles officielles et étrangères. Certains journaux connus pour leur goût du sensationnel, tel le journal « Sochivathor » par exemple devenu presque proverbial pour désigner les journaux pas du tout sérieux, sont des « nullités », des « feuilles de chou ». Ce sont des journaux qui s'adonnent à la démagogie du sang et du sexe (affaires de meurtres, de suicide, de viols, narrées dans un langage obscène), mais qui trouvent les plus larges audiences, parce que accessibles à la masse non instruite. En 1967 un nouveau journal d'opposition, « Khmer Ekarreach » (Khmer indépendant) a vu le jour. Il est dirigé par l'ancien Premier ministre M. Sim Var, qui est passé pour un redoutable adversaire du prince Sihanouk. Ce quotidien s'est fixé comme tâche de ridiculiser le régime, dénonçant tout, corruption, abus de pouvoir, incompetence, attaquant tranquillement la personne du prince et n'épargnant rien. D'un style précis et satirique, (Sim Var est un grand polémiste), d'un langage ferme et décidé, le journal « Khmer Ekareach » a accaparé vite l'attention des dirigeants. C'était une menace de mort pour le régime. Son impact sur l'opinion a été extraordinaire, ce qui conduisit les autorités à ordonner sa suspension à plusieurs reprises. La presse khmère en 1968 avait donc un double visage, le « sérieux politique » et « sensationnel badin ».

équipe d'intellectuels, a fait figure d'un nouveau journal d'opposition. C'est essentiellement le journal qui, par les propos audacieux et hostiles au régime, traduit les sentiments de la grande partie de l'opinion mécontente. Le succès de ce quotidien a été également prodigieux et c'est le journal qui a connu le plus grand tirage au Cambodge en 1970. Il a ses lecteurs fidèles parmi les milieux instruits, universitaires, étudiants, fonctionnaires.

Dès le début 1970, de janvier à mars, la tendance générale de la presse khmère a été caractérisée par sa virulence contre le régime sauf certains journaux qui sont restés encore fidèles à la personne du prince Sihanouk.

Dans l'ensemble, la presse s'efforce d'être sérieuse d'être le porte-parole de la réaction de la population, surtout de la population urbaine. C'est donc à partir de 1970 qu'on peut parler de la conscience nationale de la presse, de son rôle constructif dans ce qu'elle contribue, par ses critiques et ses propositions à la tâche du gouvernement. Elle semble, dans cette période relativement courte,

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

(entre mars 1970 et mars 1973) dans sa troisième étape de son évolution, avoir plus de libertés et d'indépendance vis-à-vis du pouvoir. Elle est devenue très populaire lorsqu'elle s'est attaquée unanimement aux Vietcongs envahisseurs et lorsqu'elle s'est permise de souligner les abus des soldats alliés sud-vietnamiens, dans la guerre de dévastation du Cambodge survenue peu après le 18 mars 1970. Cependant, à partir de mars 1972, un nouveau changement s'opère dans la position de la presse : elle cesse de soutenir à fond le nouveau régime qu'elle prend désormais à parti. Elle met particulièrement l'accent sur l'incapacité, sur l'anarchie du régime tout en demeurant toujours patriote et nationaliste. Le pays étant guerre, le premier ennemi, c'est le Vietcong, « Vietnamiens communistes, envahisseurs ». C'est par cet aspect qu'on peut dire, avec raison peut-être, du nouvel esprit de la presse khmère d'aujourd'hui. On dit qu'elle est « politisée », c'est-à-dire intéressée par les affaires politiques du pays. Elle paraît encore défaillante, mais elle est pleine d'initiatives et portée à l'action. Elle est devenue plus mûre, plus expérimentée et son jugement plus sûr. Et ce long aboutissement de la presse khmère marque sans conteste un certain progrès dans sa forme et dans son fond.

Seulement la dégradation constante de la situation du pays n'a pas aidé la presse khmère, si méritante qu'elle soit, à survivre.

La date du 18 mars 1973 est tragique pour la presse privée au Cambodge : jugeant que la liberté de presse est gênante pour le pouvoir républicain, le gouvernement a décrété des mesures d'urgence en proclamant l'État de siège et en ordonnant la suspension sans limite de toute la presse privée, suspension qui se prolonge arbitrairement jusqu'aujourd'hui.

## II. Caractéristiques de la presse khmère comme institution

### II. A. Structure et organisation des journaux

Si l'histoire de notre presse est courte, l'histoire de chaque journal est éphémère. Les journaux cambodgiens naissent et meurent quelques années après aussi facilement qu'une fusée qui monte et tombe dans le ciel. De nos

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

jours, il n'y a pas encore un journal khmer daté de 10 ans qui continue encore à fonctionner.

La presse khmère est donc une presse qui se cherche, une presse qui n'a pas encore trouvé sa voie, une presse à faire. Rien d'étonnant à cela qu'elle soit restée pauvre et démunie et que son organisation laisse à désirer. Dans un quotidien khmer il y a un directeur souvent propriétaire de son journal, qui se trouve en même temps rédacteur en chef. Il se révèle que le rédacteur en chef n'est pas nécessaire. Fréquemment un nom est imprimé sur la première page du journal comme étant le rédacteur en chef, mais en réalité le nom n'est qu'un prête-nom, avancé pour servir de décor, le rédacteur en question ne jouant qu'un rôle secondaire, voire subalterne. Ainsi dans les trois quotidiens les plus en vue de la capitale khmère, « Norkor Thom » (Le grand pays), « Khmer Ekareach » (Le Khmer Indépendant), « Koh Santhepheap » (l'île de paix), il n'y a pas de rédacteurs en chef. Par contre dans Khmer Ekareach, il y a deux directeurs : un directeur politique du journal et un directeur de publication. Le directeur politique du journal Khmer Ekareach, M. Sim Var, actuellement ambassadeur de la République Khmère à Tokyo, détient en quelque sorte l'autorité morale dans le journal. Mais la direction effective du journal est exercée par le Directeur de publication qui joue le rôle de rédacteur en chef, et se trouve responsable devant la loi de tous les écrits parus dans le journal. Ce subterfuge est utilisé parce que d'une part, le directeur politique qui est en même temps propriétaire réside la plupart du temps à l'étranger, d'autre part en tant que fonctionnaire de l'État, il ne lui est pas permis par le statut commun des fonctionnaires d'assumer la responsabilité du journal qui n'émet toujours pas la même opinion que le gouvernement.

Parfois même le directeur du journal n'est qu'un figurant. Ainsi dans le journal Koh Santepheap le directeur en titre, M. Sou Sorn, n'est pas le véritable patron. Il endosse son rôle devant la loi, mais c'est le propriétaire, M. Chou Thani, un officier appartenant à la 13e Brigade d'Infanterie qui dirige la politique du journal.

Cette exception faite, le directeur est toujours propriétaire de son journal. Il est parfois assisté d'un conseiller politique qui l'aide à écrire des articles de fond, des éditoriaux, de cinq à dix rédacteurs qui élaborent des points de vue, des chroniques, tout en s'occupant des travaux de secrétariat : les archives, les courriers. Une dizaine de reporters moissonnent les informations, arrangent des

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

interviews ou des entretiens avec les personnalités. Il y a très peu de correspondants de presse dans les provinces. Les journaux khmers d'aujourd'hui répugnent à les employer. D'une part, ils sont incapables de les nourrir du fait de leur grand nombre. D'autre part, ces correspondants ont souvent abusé de la confiance de leur direction, en s'adonnant au chantage. Posséder une carte de presse en province, c'est avoir l'autorité d'un agent de police, et le possesseur trahit vite sa mission première qui est de recueillir les informations. Il peut aussi se vendre facilement à l'autorité de la province dont le gouverneur, souvent chef militaire, reste toujours un petit seigneur féodal. Pour se renseigner donc de ce qui se passe dans les provinces, les journaux font partir leurs envoyés spéciaux, bien sûr, à leurs risques et périls.

La bonne marche rédactionnelle du journal repose aussi sur la collaboration extérieure entretenue par les fonctionnaires de l'Administration, des employés du Ministère de l'Information par exemple comme rédacteurs ou informateurs ou fournisseurs de revus.

Une dizaine de personnes assurent les services administratifs ; elles s'occupent de la propagande du journal, de la diffusion, de la recherche des ressources publicitaires, du personnel de la vente, de la comptabilité.

Le reste du personnel est formé par une vingtaine de typographes et quelques machinistes.

### II.B. Propriété et contrôle

Sauf les journaux des partis, créés juste avant les élections législatives de juillet 1972, un journal khmer appartient rarement à un groupe d'intérêt de par son essence même d'entreprise difficilement rentable... Les bénéfices sont si maigres qu'il est presque impossible de les partager. D'ailleurs le capital pour lancer un journal au Cambodge a été si modeste qu'il reste à la portée des gens moyens. Ce qui explique la prolifération des journaux khmers à Phnom-Penh depuis 1968, ce qui explique que le directeur-proprétaire contrôle assez souvent son propre journal.

Mais cette faiblesse des journaux khmers en tant qu'institution les rend vulnérables devant le pouvoir du gouvernement. La presse khmère est loin de

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

représenter le 4<sup>e</sup> pouvoir. Ainsi l'opinion d'un journal reflète souvent plus la peur devant l'autorité que sa propre personnalité. De là, à dire que la presse privée est manipulée par le gouvernement qu'il n'y a qu'un pas, surtout jusqu'en mars 1970. Les gouvernements qui se sont succédés depuis l'avènement de l'Indépendance ont toujours voulu, sinon supprimer la presse, au moins la domestiquer. Le 12 septembre 1967, à cause de la teneur d'un télégramme (1) de l'association d'Amitié Chine-Cambodge à Pékin envoyé à Phnom-Penh, hostile au régime khmer, et paru dans « La Nouvelle Dépêche du Cambodge », le prince Sihanouk a fait fermer tous les journaux. Les journaux privés de langue française, l'un de tendance gauche « La nouvelle Dépêche du Cambodge » de M. Chau Séng, et l'autre du centre droit « Phnom-Penh Presse » dirigé par M. Douc Rasy, ne s'en seront jamais relevés. Un journal d'État de langue française « Le Cambodge », et un autre de langue khmère, « Rearst Sangkum » (le peuple socialiste) ont été créés à leur place. Trois mois plus tard grâce au congrès National, des journalistes ont pu obtenir que les journaux privés soient autorisés à reparaitre. Mais la presse khmère déjà servile en est sortie brisée et repentante.

C'est de cette façon qu'est née au Cambodge cette forme hybride de journaux, rare dans l'Asie du Sud-Est, cette présence simultanée des journaux gouvernementaux et des journaux privés. Cette coexistence n'apparaît pas comme un compromis, mais plutôt comme une menace constante contre la presse privée, plus appréciée, plus professionnelle que la presse d'Etat. Pour sa propre santé donc, la presse d'État ne fait que souhaiter la mort définitive de la presse privée.

En décembre 1970, le gouvernement a imposé la censure à toute la presse privée. Le journal Nokor Thom a été suspendu pendant un mois et le journal Khmer Ekareach pendant dix jours pour avoir résisté à cette décision gouvernementale. Mais la censure a échoué. Elle a soulevé contre elle une véritable levée de bouclier de l'opinion publique.

Le 17 mars 1973, un pilote de l'armée de l'air, traître à la Nation, a bombardé le palais présidentiel de Chamcar Mon. Le gouvernement en a profité pour décréter les mesures d'urgence qui l'amenèrent à suspendre toute la presse privée y compris les journaux des partis. Il en résulte que quoi qu'il advienne c'est

toujours le gouvernement qui contrôle la presse, qui l'avertit de temps à autre du seuil qu'on ne peut pas dépasser sans péril, sous peine d'encourir la suspension.

### II.C. Le rôle social de la presse

Jusqu'à une récente date, le rôle de la presse restait négatif. Son attitude semblait presque totalement passive et était réduite à une sorte de travail de reportage des faits divers, accidents de voiture, abus et viols, vols, divorces et autres affaires civiles et pénales. On retient le « mémorable » journal « Sochivathor » dirigé par M. Nouth Chhoeurn pour ce genre de publications qui avaient attiré une foule nombreuse de lecteurs. Ce goût du sensationnel avait connu son apogée entre 1967 et 1969 et qui coïncidait avec le fléchissement économique inéluctable de l'ancien régime. Mais cet état de chose se heurta à l'événement de mars 1970 et fit place à une nouvelle forme de pensée du public marquée par la prise de conscience des difficultés nouvelles du pays. La presse privée, en particulier, voulut être désormais investigatrice, réaliste, objective et efficace en s'efforçant d'être interprète fidèle du public. Le journal « Khmer Ekareach » dirigé par M. Sim Var en résumera l'image. Ce quotidien qui participera à l'événement de mars 1970 eut déjà à combattre les différents maux sociaux de l'ancien régime. La corruption qui restait de tout temps un fléau social du Cambodge constitua l'un des thèmes courants de ce journal. Mais, très vite, les autres journaux l'imitèrent dans cette critique sociale qui n'épargnait personne et qui visait particulièrement les hautes personnalités dont la mauvaise conduite fut connue du public. Profitant de l'époque transitoire après le 18 mars 1970, où le gouvernement fut en train de se frayer une nouvelle voie politique, où tout le monde réclama des réformes dans tous les domaines où les pouvoirs publics se trouvèrent chancelants, les journaux attaquèrent sans répit les abus et l'incompétence d'une administration anachronique héritée de l'époque coloniale afin de mettre le nouveau régime en garde contre les errements éventuels. En réalité, la presse aspire à la revendication d'une nouvelle voie nationale, celle qui consiste à apporter du renouveau et de la cohérence à la conduite des affaires du pays. En effet, depuis 1970, la presse s'est vue astreinte à une nouvelle discipline : éviter les critiques personnelles d'ordre

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

privé et ne publier que des articles d'intérêts général pouvant servir la cause du grand public.

Le premier semestre 1973 fut marqué par des difficultés sociales nouvelles dues à l'extension de la guerre et au nombre croissant des réfugiés en ville. La presse est intervenue en faveur du grand public attirant l'attention du gouvernement sur la misère de la population, victime de la hausse constante du coût de vie. Pour cela, elle dénonce les mauvais agissements de certains fonctionnaires, la malhonnêteté des commerçants chinois, spéculateurs et accapareurs, qui pratiquent la hausse illicite des prix et le stockage des produits de première nécessité. Le thème couramment évoqué par la presse pendant ce début de l'année 1973 est l'économie de guerre en vue de faire face à la situation qui va s'aggravant.

En mars 1973, plusieurs journaux khmers ont manifesté quelque peu leur sympathie envers la grève du corps enseignant qui demanda l'augmentation de salaire. Cela a été fatal. Le bombardement du palais présidentiel par un pilote renégat le 18 mars 1973 ne fut qu'un prétexte du pouvoir pour réduire définitivement la presse au silence.

La suppression de la presse plongea le pays entier dans une immense consternation. Ce fut partout un silence de tombeau. Un gouvernement sans presse se trouve de plus en plus éloigné du peuple qui ne s'intéresse pas réellement à ce qui s'écrit dans les journaux d'État, élaborés par des fonctionnaires incapables qui en font un instrument et non pas une fin. Et sans ce puissant contrôle qu'est une presse indépendante (la loi martiale n'ayant rien résolu) une corruption noire sévit dans le pays. Rappelons entre autres, l'affaire « Chea Sinh », mise en épingle par les grands journaux, lorsqu'ils étaient encore en activité. Chea Sinh, le plus puissant contrebandier chinois à Phnom-Penh qui aurait dû faire à l'État la transaction d'une somme de 160 millions de riels, ne lui a en réalité payé que 25 millions de riels, après que la presse fût étranglée. Entre temps le trafic illégal et la contrebande battent leur plein dans les provinces de Battambang, de Kompong Cham, Kompong Chhnang, de Kampot. L'activité d'un officier, Kong So Mong Kol, appartenant à la 13e B.I. trafiquant d'armes a même été découverte par l'autorité militaire, mais l'affaire a vite été étouffée. C'est une véritable hémorragie interne dans un pays en guerre. Elle n'aurait pas pris une telle proportion, si la presse avait été là, vigilante, active, parfois injuste, mais pourtant saine.

### III. Presse et Gouvernement

#### Code de Presse

À l'instar de la presse libérale de l'occident, dont elle s'est largement inspirée, la presse khmère d'aujourd'hui se veut une presse d'opposition. Mais la tâche n'a pas été facile.

En juin 1972, le Ministère de l'Information a publié un code de presse fort sévère qui apparaît aux yeux des journalistes comme épée de Damoclès.

Il est écrit dans le code que la presse est libre mais qu'elle ne doit pas porter atteinte à l'honneur des personnes, à la sécurité nationale, aux bonnes mœurs. L'honneur des personnes, c'est celui se rapportant à la dignité des individus et surtout à leur vie privée (article 2 et 21). Seulement au Cambodge les tenants du pouvoir acceptent difficilement de distinguer leur responsabilité publique et leur vie privée. Quand la presse s'en prend à un haut fonctionnaire pour affaire de corruption, par exemple, ce dernier réagit invariablement en l'accusant de proférer des attaques personnelles, mesquines, visant à ruiner sa réputation.

L'atteinte aux bonnes mœurs et à la sécurité nationale non plus n'est pas clairement expliquée. On ne saurait connaître dans une juste proportion, la limite qui sépare le permis et le défendu. Les journalistes doivent savoir eux-mêmes s'adapter aux circonstances, flairer l'atmosphère, s'auto-censurer les termes pour ne pas aller trop loin. Les dangers peuvent surgir à chaque instant : on risque de trouver, chemin faisant, la prison ou la ruine sans parler de la vengeance des puissants. C'est ainsi que la maison du directeur du journal Nokor Thom a reçu le 9 janvier 1972 une charge de plastic pulvérisant sa voiture, parce que le journal s'est permis de ridiculiser un politicien lié intimement à un très puissant général, et M. Vath Van, l'un des directeurs de publication du journal Khmers-Ekareach, a reçu un coup de hache pour s'être moqué de la même personne.

Dans l'article 22 du code de presse, il est spécifié que la presse peut critiquer librement la politique et l'action du gouvernement. Mais cette critique ne doit pas être injurieuse. La critique qui n'est pas accompagnée d'injures mais « faite

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

de mauvaise foi pour entraver l'action gouvernementale ou de la justice » n'est pas de même, autorisée.

Dans l'article 32, il est interdit de servir de la presse pour outrager.

« a/ Le Président de la République, le Vice-Président de la République, les chefs et les membres du clergé bouddhique des deux ordres ;

b/ Le Chef de l'Etat, ambassadeur, le chargé de mission ou le consul des pays entretenant des relations diplomatiques avec ma République Khmère ;

c/ Les députés, les sénateurs, les membres du Gouvernement, les membres de la Cour Suprême, du Conseil Supérieur de la Magistrature, de la Cour Constitutionnelle, de la Haute Cour de Justice et de tous les autres corps constitués, les agents des services administratifs, les militaires ou les citoyens chargés provisoirement ou habituellement d'un mandat administratif ou électoral, en ce qui concerne les activités intéressant la mission ou la fonction des intéressés ;

d/ Les personnes privées, qu'elles soient des individus privés ou des entités légales ;

e/ Les personnes décédées dans le but de porter atteinte à l'honneur et au prestige des héritiers, conjoints ou mandataires qui sont encore vivants.

Est réputé outrage tout terme méprisant ou injurieux ».

On voit bien la marge étroite de manœuvre pour un journaliste qui essaye d'accomplir convenablement sa tâche, puisqu'il ne peut blâmer personne. L'outrage, le mépris ou l'injure, ce sont des termes vagues et généraux pouvant être interprétés de différentes façons. Un journaliste sera donc condamné ou gracié selon le bon vouloir de l'autorité. En somme, il faut essayer de faire des éloges à tout le monde. Ce qui s'avère ridicule, car quand les choses se passent honorablement ou bien sont normales, on sent l'inutilité de les relater dans la presse : Comme un chien qui mord un homme, alors qu'on ne doit pas manquer de faire si c'est l'homme qui mord le chien.

### Diffamation

Les procès intentés contre la presse pour diffamation sont employés par les hommes occupant de hautes fonctions ou par le gouvernement lui-même pour faire reculer les journalistes. Pourtant des hauts fonctionnaires, dans leur plainte devant le tribunal devient souvent du problème soulevé. Pour se disculper aux yeux de l'opinion, ils soulignent à n'en plus finir leur compétence, grossissent le bon accomplissement de leur travail, mais ils s'abstiennent de répondre coup pour coup aux accusations portées contre eux, c'est-à-dire de se justifier. Ils contre-attaquent globalement en répétant que la presse les diffame, par exemple, ou « qu'elle travaille pour les communistes ». Et ils visent, guettent un point faible dans les mots, cherchent une défaillance, une négligence dans les termes employés par les journalistes pour les prendre à la gorge. C'est à croire qu'ils cherchent les fautes de grammaire.

Du temps de l'absolutisme du prince Sihanouk, en 1969, le journal Sovanphoum (le village d'or) a été condamné à une forte amende (104 000 Riels = 2 080 dollars à l'époque) pour avoir diffamé M. Kou Roun. Sa faute de l'avoir appelé « Asora », l'orgre.

Le Prince Sihanouk en personne, en tant que Chef de l'État avait porté plainte pour diffamation contre M. Sim Var, directeur et propriétaire de Khmer Ekareach, en septembre 1969, Monsieur Sim Var avait alors publié un éditorial passionné appuyant le nouveau gouvernement dit de sauvetage nommé pourtant par Sihanouk lui-même, afin « qu'il mette un terme à l'anarchie, au désordre social et à la corruption qui minent le pays alors que les étrangers sont en train de l'envahir ». (le journal Khmer Ekareach du 17 septembre 1967 – bibliothèque nationale Phnom-Penh).

C'était cette dernière phrase qui avait été incriminé. En réalité Sihanouk a été rendu fou de colère par un autre article paru le jour suivant accusant M. Khek Vandy, Président Directeur Général de plusieurs sociétés d'État et en même temps ami de Mme Monique Norodom II, de corruption. Sihanouk demandait seulement un riel de dommage et intérêts à Sim Var, s'il gagnait le procès. La tension était si grande que la Reine Kossomak, mère de Sihanouk, le Président du Conseil des Ministres Lon Nol et le Président de l'assemblée Nationale Cheng

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

Heng, conjuguèrent leurs efforts pour demander à Sim Var d'assouplir sa position. Sim Var avait dû saborder son journal en octobre 1969.

En 1971, M. Thon Ouk, Président Directeur Général de la société khmère de raffinerie de pétrole porte plainte contre le journal Nokor Thom qui a étalé au grand jour avec documents à l'appui, la gestion défectueuse de cette société d'État qui comportait un gaspillage monstre et causant une perte de cent onze millions de riels rien qu'en 1970. Mais Thon Ouk insistait plutôt sur les termes employés par le journal, par exemple : « Il (Thon Ouk) leur est si servile que c'est à croire qu'il leur apportait de sa propre main du papier hygiénique » ...Néanmoins le tribunal de première instance a acquitté le journal Nokor Thom.

Mme Ung Mung aussi, ancien ministre de tourisme, a intenté un procès de diffamation contre le journal Nokor Thom, procès qui traîne jusqu'aujourd'hui, pour l'avoir appelée une cuisinière, et le ministère du tourisme Samlâr Kâkor, une soupe khmère aux divers ingrédients. Les critiques sérieuses étaient méconnues par le ministre.

### Violation de la liberté de presse

Le code de la presse conçu sans la participation des journalistes, constitue déjà à lui seul une violation de la liberté de presse. Comme l'a fort justement observé M. Sim Var, si ce code ne permet pas de critiquer et de blâmer nos gouvernements, ces « princes » que le peuple paie de ses deniers, c'est qu'il n'est ni plus ni moins un système de dictature.

Mais il y a eu aussi tout au long de l'histoire de la presse khmère des violations sur les personnes et les biens des journalistes qui sont allés jusqu'à assassinat. Un directeur du journal Pracheachon (tendance communiste pro-Hanoï) du nom de Nop Bophan a été tué à bout portant dans la nuit du 9 Octobre 1959, immédiatement au nord de la pagode Laing Kar, par un inconnu (que la rumeur publique disait être un agent de Sihanouk). Le docteur ès sciences économiques Khieu Samphan, progressiste, nouvellement diplômé de Paris, directeur d'un bi-hebdomadaire de langue française, « Observateur », a été mis à nu et torturé par M. Kou Roun, ministre de Sécurité de Sihanouk en avril 1960 :

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

« Le 13 avril 1960, alors qu'il circulait en motocyclette devant la maison de M. Lim Kry, non loin de la police Preah Sihanouk, M. Khieu Samphan se vit molesté par une bande d'assaillants qui n'étaient autres que des agents de police du gouvernement. Tout le monde le savait et Khieu Samphan s'en indigna en publiant des articles accusateurs contre la Police. Kou Roun le manda à son bureau et frappa de sa propre main, avec le -Kdâr Ko- (verge du bœuf), le jeune et brillant docteur jusqu'à ce que ses sphincters lâchent des excréments. » - Ironie du sort : actuellement Khieu Samphân se trouve être dans le maquis, 1<sup>er</sup> ministre de Sihanouk, son ancien torionnaire.

On aurait dit, il commit le crime de publier des articles élogieux envers les petits vendeurs de pain, mettant ainsi en relief la lutte des classes dans le « Sangkum » de Sihanouk. En 1958, un très célèbre écrivain, Sang Savath (Sang Savath, camarade de classe de Hang Thou Hak et de Hou Youn, était un puissant romancier par la vigueur et l'âpreté de son talent). Il publia en 1955 « Moha Chaur neou toul dèn » (Les pirates de la frontière), et « Décho Kraham » (Le Seigneur rouge), directeur du journal Khmer Thmei, partisan du gouvernement Khmer Sérei de M. Son Ngoc Than (Khmer libre) aurait été liquidé sur la montagne Kirirom.

En 1967, une manifestation est provoquée par l'entourage même du prince Sihanouk pour détruire les locaux du journal et de l'imprimerie de Khmer Ekareach. Les dégâts ont été énormes : 3 Millions de riels qui équivalaient à l'époque 60 000 dollars.

Après le 18 mars 1970, la répression contre les journalistes, bien que nettement moins sauvage, ne s'est pas relâchée pour autant. Plusieurs journalistes ont été mis en prison sans jugement, comme M. Bouy Sréng, directeur du journal Sankruoh Khmer (Sauver les Khmers) en juillet 1972. De façon générale si les journaux ont eu le malheur de déplaire au gouvernement, il les suspend. La suspension peut être provisoire ou définitive. Pour cela, la guerre contre les envahisseurs est un bon prétexte qui vient à la rescousse du gouvernement défaillant.

### Le journalisme comme tremplin

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

En somme, le journalisme au Cambodge s'est révélé un métier harcelant, dévorant, un exercice quotidien de haute acrobatie. Les journalistes sont pareils aux danseurs de corde : les dangers viennent de tous les côtés, danger de s'arrêter en route, de regarder en arrière, danger d'avoir peur de la peur. S'ils se mettent au pas, derrière le gouvernement, leurs journaux ne trouveraient pas d'audience et financièrement, ce sera une catastrophe. S'ils se font les champions de l'intérêt public, ils perdent des amis, s'exposent au courroux des hommes au pouvoir qui ne manqueront pas de leur tordre le cou. Quand le tirage d'un journal monte vite, ce n'est guère un signe de santé et de prospérité, c'est plutôt un symptôme qui indique qu'il ne va pas loin. Un journaliste de talent, respectueux de sa profession, n'a pas d'avenir personnel.

Pourtant au Cambodge le journalisme mène aussi très loin, à condition d'en sortir. Plusieurs journalistes : MM. Trinh Hoanh, Chau Seng, Tep Chhieu Kheng, Kem Reth, Khung Thay Ly etc. Trois ont pu devenir dans le temps Premier ministre : MM. Son Ngoc Thanh, Sim Var, Long Boret. Certains d'entre eux, il est vrai, oublient très vite leur ancien métier.

### IV. Les facteurs socioculturels et la presse

Depuis la nationalisation de la presse au Cambodge, décidée par l'ancien régime en fin 1967, les journaux privés ne sont plus autorisés à ne paraître qu'en langue nationale : le Khmer. La presse gouvernementale par contre est publiée dans quatre langues : le Khmer, le Français, l'Anglais et le Chinois. Les journaux en Khmer sont plus nombreux que ceux qui sont publiés dans les trois langues. Le nombre de tirages des journaux gouvernementaux en français et en chinois etc. plus important que celui des journaux en anglais. Ceci s'explique par plusieurs raisons. D'abord, considéré comme deuxième langue, le français est encore utilisé dans l'Administration avec le Khmer. Les fonctionnaires, les enseignants et les étudiants constituent le seul marché de lecteurs des journaux en français, dont le nombre se trouve maintenant réduit avec la politique de « Khmérisation » de l'enseignement entreprise par le gouvernement depuis 1967. Ensuite, l'existence des journaux en langue chinoise explique l'importance du nombre des Chinois sont l'immigration au Cambodge remonte assez loin dans l'histoire nationale. Sur une population totale de 7 millions environ, le Cambodge compte

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

350 000 à 400 000 Chinois. Dans les villes et dans les autres centres urbains, un homme sur cinq ou six est Chinois, parle, pense et vit à la chinoise. Cette population d'origine de « l'Empire du milieu » et qui vit toujours en société ou, en congrégation, éprouve, partout où elle sera, le besoin de s'informer, de communiquer entre ses compatriotes. Sa vocation et ses aptitudes manifestes pour le commerce trouvent en la presse l'excellent moyen pour traiter ses affaires. Deux remarques s'imposent : d'abord, les Chinois lisent plus, que les Cambodgiens et généralement chaque maison chinoise abonne un ou deux journaux chinois qui la mettent au courant de toutes les nouvelles commerciales du jour et de la situation économique générale du pays ; ensuite, la presse chinoise sert plus les intérêts des Chinois que ceux des Cambodgiens, car ces derniers ne comprenant pas le chinois, elle constitue un mystère, voire un code secret pour la population khmère. Et au lieu d'assurer l'intégration sociale des Chinois dans la société khmère, la presse en langue chinoise favorise au contraire une cloison étanche entre ces deux sociétés en permettant à la première de prendre conscience de sa particularité et de sa prédominance vis-à-vis de la seconde.

Les autres groupes sociaux et religieux comme la minorité vietnamienne et la communauté Cham n'ont que des rapports vaguement déterminants avec la presse du pays ; ils n'ont pas leurs journaux propres.

Les journaux gouvernementaux en langue anglaise (ils sont au nombre de deux) sont d'une date récente et ne touchent qu'un public très limité.

### Contenu des journaux et des moyens

Sauf « Nokor Thom » et « Républicain » qui ont 8 pages chacun, mais de format tabloïd, les quotidiens cambodgiens sont en général de quatre pages. La première et la quatrième page sont consacrées aux éditoriaux, aux nouvelles du pays, à celles de l'étranger, et à quelques articles d'études des problèmes touchant la réalité du pays et l'intérêt général. Les informations intérieures comprennent les activités du chef de l'État, du Premier ministre ou des membres du gouvernement, les communiqués de différents départements, les affaires civiles ayant trait aux actes de corruption sous toute leur forme et quelquefois le droit de réponse. En général, les articles importants sont illustrés des photos

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

ou des caricatures vexatoires. Il y eut cet effort d'adaptation de la presse aux nouvelles aspirations des lecteurs ; le phénomène inverse se produisit également : l'adaptation des lecteurs à la nouvelle tendance de la presse. C'est donc cette adaptation mutuelle de la presse et des lecteurs, phénomène social nouveau, qui fait progresser la presse khmère dans son ensemble. Il s'ensuit que le genre d'articles qui avaient pu plaire au public d'avant 1970, sont maintenant très mal vus par la majorité des lecteurs d'aujourd'hui. Les réclames publicitaires ne figurent presque jamais à la première page qui est plus politique que commerciale. Surtout les nouvelles de guerre occupent une grande partie des informations locales pendant ces dernières années. La presse publie chaque jour les nouvelles provenant des champs de bataille rédigées par leurs reporters, et les communiqués de l'Etat-major des forces militaires nationales. Mais ce sont surtout les commentaires politiques dont les thèmes se rapportent généralement aux affaires du pays qui permettent d'apprécier ce que valent exactement les journaux au Cambodge. Les textes d'études et d'analyse ne se rencontrent que dans très peu de quotidiens et hebdomadaires. À titre d'exemple, on peut citer les journaux « Nokor Thom », « Khmer Ekareach » et le « Bulletin de Jeunesse », qui se sont donnés de l'effort dans l'analyse des faits économiques, politiques, sociaux ou historiques du pays.

Les pages intérieures sont d'ordinaire réservées aux choses moins urgentes ou d'importance secondaire : les romans nationaux ou traduits de l'étranger, y ont traditionnellement occupé une place majeure. Il s'agit des romans de tout genre : Classique ou moderne, du sentimental au philosophique. Les analyses scientifiques et historiques y ont également leur place et sont recherchées surtout par le public intellectuel, universitaire, étudiant et fonctionnaire. C'est par ce genre de travail que la presse cambodgienne d'aujourd'hui peut avoir son rôle positif qu'elle n'avait pas, naguère.

### Les lecteurs

Les lecteurs se divisent en plusieurs catégories selon leur goût et leur intérêt, par exemple celle qui s'intéresse aux nouvelles fraîches, celle qui recherche les analyses intelligentes et profondes des faits économiques, politiques et sociaux, et celle qui est gagnée au sensationnel. La première catégorie de lecteurs est formée des commerçants, des hommes d'affaires qui composent la classe

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

d'entrepreneurs du pays. La seconde représente « l'intelligentsia » regroupant professeur, étudiants, fonctionnaires. La troisième catégorie englobe la majorité des lecteurs dont le niveau d'instruction reste bas. Elle a fourni l'occasion à certains journaux peu scrupuleux et irresponsables d'exploiter leur penchant vulgaire en vue d'augmenter le tirage. Cependant, on constate que la 2e catégorie de lecteurs augmente d'année en année, alors que les lecteurs de la 3e catégorie diminuent progressivement, parallèlement au progrès de la conscience nationale de la presse.

## Conclusion

Dans son ensemble, la presse au Cambodge reste une presse de combat. Elle est plus politique que commerciale ou que technique. Même le rôle d'information vient après. L'apparition de la plupart des journaux coïncide avec les moments les plus bouillonnants de la politique du pays. Leur sort est en général lié au développement des circonstances politiques qui les ont vus naître. Leur vie n'a pas connu de stabilité et par conséquent leur influence politique n'a jamais été durable dans le passé. Cependant, quelques journaux ont pu, par leur prestige et leur talent, par l'impact de leurs articles sur l'opinion publique, influencer le cours des événements d'importance historique : il s'agit des journaux « Nagaravatta » à l'époque qui précède l'avènement de l'Indépendance, et « Khmer Ekareach » à la veille de l'évènement du 18 Mars 1970. Depuis 1970, malgré leur existence éphémère, les journaux privés au Cambodge ont profité de la période de liberté brève et relative octroyée par le nouveau régime en place en pleine transmutation, pour jouir de son nouveau rôle de 4e pouvoir. Mais la suppression de tous les journaux par le gouvernement désormais méfiant du rôle de la presse, depuis le 18 Mars 1973, a mis fin peut-être définitivement à cette liberté naissante. Ceci a permis de conclure qu'au Cambodge, en tout temps, la participation de la presse à la direction des affaires de l'État n'a été, en effet, tolérée que lorsque les autorités espéraient y trouver total appui et obéissance aveugle aux grandes lignes politiques du gouvernement. Dans cette liberté conditionnelle et contrôlée, pour se maintenir à la surface bon nombre de journaux se voient obligés de vivre l'opportunité des circonstances. Toutefois, cette faiblesse et cette instabilité du rôle politique de la presse khmère peuvent également s'expliquer par le fait qu'une partie des journaux qui ne sont pas

## Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge

dignes de ce nom, leur manque d'organisation et de sérieux les empêchent de devenir une institution efficace pouvant se défendre contre la pression éventuelle du gouvernement.

Quant à son rôle d'information, la presse privée khmère, n'a qu'à moitié réussi, malgré un certain progrès qu'elle a connu depuis ces derniers temps. N'ayant au départ aucune formation professionnelle, les journalistes cambodgiens, qui se sont lancés dans le métier, animés en général d'un enthousiasme politique, dans l'espoir de le mener à bien et l'améliorer plus tard par la pratique sur le terrain qui leur restait jusqu'alors vierge. Reportages souvent mal fait, retard des nouvelles s'ajoutant à la pauvreté en articles scientifiques et en articles d'études, et au manque de moyens techniques indispensables à la bonne marche d'un journal, voilà les causes qui expliquent l'insuffisance de la presse khmère en tant qu'institution sociale et son retard sur la presse des autres pays. Remédier à ces insuffisances et faire prendre conscience aux journalistes khmers de l'importance de leur rôle dans la contribution effective à toutes les fonctions de l'État, administratives, économiques, politiques et sociales, devient indispensable et urgente pour permettre à la presse khmère de devenir une institution utile pour tous, et de survivre.

Note : Nous n'avons pas transcrit le chapitre « Aspect économiques de la presse khmère », parce que nous jugeons qu'il ne représente que l'aspect technique, économique et organisationnel de la presse khmère de l'époque. Dans ce chapitre les auteurs ont traité les sujets suivants : Facilités de création du journal, Capital, Répercussion sur la consommation, Distribution, Autres aspects (crise de papier, les machines).